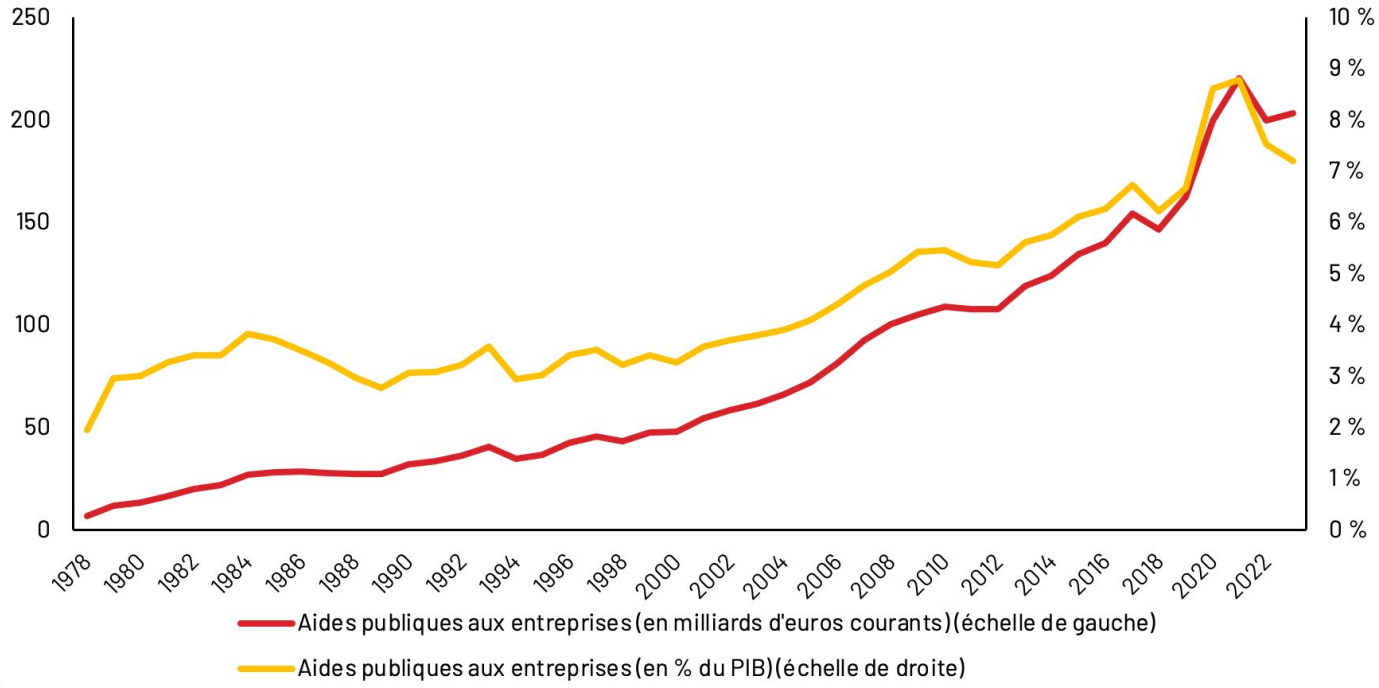
FICHE 10/

Un capitalisme français de plus en plus sous perfusion

Aides publiques aux entreprises



Source : Insee, « Comptes de la nation » (2023) ; PLF et PLFSS.

Aides publiques aux entreprises privées : le premier poste de dépenses publiques

Le rapport Ires-Clersé commandé par la CGT a levé le voile sur un scandale budgétaire : près de 200 milliards d'euros (211 milliards selon un rapport du Sénat sorti en juillet 2025) d'aides publiques (7,2 % du PIB) sont versés chaque année aux entreprises privées, sans conditions ni contrôles. Cela représente un quart du budget de l'État, bien plus que la charge de la dette (voir fiche 09).

Ces aides – principalement des exonérations d'impôts et de cotisations – ont explosé depuis quarante ans. Elles s'élevaient à 11,6 milliards d'euros (3 % du PIB) en 1979.

Le travail paie ces aides, sans condition ni contrepartie du capital

Ces aides accordées aux entreprises entraînent une baisse des recettes publiques qui sont compensées par l'emprunt, et donc la dette publique.

POUR ALLER PLUS LOIN : Mémo éco n° 145 – Aides publiques aux entreprises : le capitalisme français toujours autant sous perfusion et Rapport Ires-Clersé – Un capitalisme sous perfusion.

Les travailleur·ses paient la facture : hausse des taxes, coupes dans les services publics et la protection sociale.

Alors que les citoyen·nes doivent se justifier pour bénéficier d'une allocation et sont même contraint·es de travailler gratuitement pour percevoir le RSA qui ne permet que de survivre, les entreprises touchent leurs aides au travers de plus de 2 000 dispositifs, sans aucune contrepartie, ni ciblage, ni contrôle alors même que rien ne montre qu'elles créent de l'emploi. Pire, les exonérations de cotisations sociales participent à la trappe à bas salaires, car plus les salaires sont bas, plus les exonérations sont importantes.

Un « nouveau statut du capital »

Peu importe la conjoncture, les profits des entreprises sont garantis, et les dividendes aussi — avec de l'argent public.

On nous répète que l'État « n'a pas les moyens ». C'est faux. Créer un million d'emplois et revaloriser les salaires, pour atteindre l'égalité salariale dans les métiers du soin et du lien coûterait moins de la moitié des aides aux entreprises (80 milliards d'euros). Financer la transition écologique ? Entre 20 et 100 milliards selon les estimations.

La France a les moyens, le gouvernement a simplement décidé de les mettre au service du capital. C'est la parfaite définition d'un capitalisme néolibéral.